

Pour une politique juste et efficace mise délibérément au service de l'Homme, à commencer par le plus démuni **Association reconnue d'intérêt général**

Janvier 2025

POLITIQUE EUROPEENNE SUR LE COMMERCE EXTERIEUR

I - Qui critique la mondialisation actuelle ?

1 – Nicolas Sarkozy: Davos 27 janvier 2010

« Alors moi je crois, Professeur SCHWAB, qu'on n'a pas le choix. Ou bien nous changerons de nous-mêmes, ou bien les changements nous seront imposés. Par quoi ? Par Qui ? Par les crises économiques, par les crises politiques et par les crises sociales. Faisons le choix de l'immobilisme et le système sera balayé, et il l'aura mérité! »

Ces crises ont démarré peu après. On peut citer le mouvement des indignés (Stéphane Hessel, 2010), les printemps arabes (2011), Occupy Wall Street (2011), les gilets jaunes (2018), les agriculteurs français et européens (2024), ainsi que le résultat des élections européennes et françaises de 2024, et enfin la censure du gouvernement le 4 décembre 2024.

2 - Klaus Schwab, Président du Forum de Davos Les Echos 20 janvier 2014 :

J'estime que cette situation est le résultat d'un échec collectif face à la façon de gérer les conséquences de la mondialisation. Un échec qui s'est construit pas à pas au cours des dizaines d'années qui viennent de s'écouler. Au fond, le message délivré par les militants antimondialisation au tournant du siècle dernier était juste. (José Bové, Seattle 1999)

3 – le même Klaus Schwab, Le Figaro 16 janvier 2017

«Il faut une réforme du système capitaliste. Les gens ne s'y identifient pas en raison de trois sortes de défaillances: la corruption, le court-termisme des acteurs, des mécanismes fondés sur la méritocratie qui en tant que tels engendrent des gagnants et des perdants, or les premiers tendent à se désintéresser totalement du sort des seconds!»

4 - Franz Timmermans, ancien Vice Président de la Commission Européenne. Printemps 2017 : « Pendant trop longtemps l'UE s'est montrée un peu myope, si ce n'est complètement aveugle face aux effets négatifs de la mondialisation »

4bis - Thierry Breton, Commissaire européen au marché intérieur.Radio classique 4 avril 2024. Interrogé sur le vote négatif du sénat il a déclare."...je comprends car la commission et notamment les commissaires à la concurrence ont souvent exagéré par excès d'idéologie. Il faut mieux protéger l'Europe..."

5 – Emmanuel Macron journal l'Opinion 16 mai 2019 salon Vivatech

Le modèle économique des Etats Unis n'est plus sous contrôle démocratique.

6— Emmanuel Macron ONU 22 septembre 2020 Bilan de la mondialisation (point 4 de son discours).

La quatrième priorité, c'est la construction d'une nouvelle ère de la mondialisation

Plus personne ne croit à la mondialisation heureuse.

Les classes moyennes sont les variables d'ajustement économique de la mondialisation (d'où déclassement, gilets jaunes etc ...)

La crise a démontré que la dépendance sur des secteurs stratégiques (santé, numérique etc) met en question la souveraineté et l'équilibre mondial.

Les inégalités du nouvel ordre mondial sont devenues insoutenables.

Nous avons réduit pour partie des inégalités Nord-Sud, mais nous avons creusé les inégalités au sein de nos pays. Et ce nouvel ordre rend insoutenable démocratiquement le cours des choses tel qu'il va.

7 - Michel Barnier 2021

En 2021, il déclarait : « Je ne me suis pas engagé en politique pour que mon pays soit sous-traitant des Chinois et sous l'influence de l'Amérique », illustrant son opposition à une mondialisation qu'il perçoit comme menaçant l'autonomie industrielle et stratégique de la France

En 2024 il ajoutait : « Je pense que nous avons été depuis trente ans assez naïfs au niveau européen sur notre politique de concurrence, dont le logiciel doit évoluer maintenant »

8 - Katherine Tai, américaine, représentante au commerce. AFP 15 juin 2023

« Nous avons fait confiance aux marchés pour allouer efficacement le capital et mis en place des règles commerciales visant à libéraliser (les échanges) le plus possible. Mais nous n'avons pas intégré de garde-fous », a insisté Mme Tai.

Or <u>« quand l'efficacité et les coûts sont la seule motivation</u> », le risque est de voir un pays, la Chine, concentrer les industries essentielles et « manipuler les structures de coût » pour maintenir artificiellement les prix bas pendant que «la production s'en va hors de nos frontières », a-t-elle ajouté.

II - L'avertissement du prix Nobel d'économie Maurice Allais

14 décembre 2010 <u>Lettre aux français</u>. Très critique sur la mondialisation de l'époque, il aborde la notion de « protectionnisme »

Il existe deux sortes de protectionnismes : il en existe certains de néfastes, tandis que d'autres sont entièrement justifiés.

Dans la première catégorie se trouve le protectionnisme entre pays à salaires comparables, qui n'est pas souhaitable en général.

Par contre, le protectionnisme entre pays de niveaux de vie très différents est non seulement justifié, mais absolument nécessaire.

Il a affirmé que les accords avec la Chine qui manipule les prix conduiraient à la désindustrialisation et au chômage de masse.

Quinze ans plus tard, nous y sommes. Il avait raison. Voir l'annexe ci-après.

ANNEXE

EXTRAITS DU DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES. 22 SEPTEMBRE 2020

(Version parlée à l'ONU sur You Tube ci-dessus, à partir de la minute 33 04) https://www.youtube.com/watch?v= STxGlQ2cmk.

La quatrième priorité, c'est la construction d'une nouvelle ère de la mondialisation.

« mais c'est cette troisième ère qui a été remise en cause depuis maintenant une dizaine d'années. Parce que la conviction profonde, la téléologie qui l'accompagnait, c'était que cette mondialisation serait une mondialisation de la paix, un rapprochement des valeurs, une universalisation du respect de l'autre et elle a été remise en cause par la crise financière, les transformations du monde, le retour des peuples, des consciences nationales et enfin, la pandémie mondiale.

Remise en cause aussi par une crise profonde, la crise des classes moyennes occidentales qui, à un moment, ont douté de ce que cet ordre nouveau, de ce que certains avaient pu appeler cette mondialisation heureuse, pouvait le rappeler. <u>Ces classes moyennes qui, partout en Occident, ont souvent été les variables d'ajustements économiques</u> puis culturels de ce monde ainsi ouvert.

Alors, il serait infondé, en quelque sorte, de nier tout ce que cette période a permis de faire, d'avancer, tout ce que cette troisième ère de la mondialisation a permis d'apporter en termes de prospérité.

.... Mais il est clair que les chaînes de valeur mondiales doivent être aujourd'hui repensées parce que la crise a démontré que la dépendance sur des secteurs stratégiques tels que la santé, le numérique, l'intelligence artificielle, l'alimentation aussi, peuvent mettre en question dans le monde tel qu'il est le libre exercice de la souveraineté.

Mais nous avons aussi vu qu'il y a des bonnes dépendances et il y a des dépendances qui nous fragilisent. Nous avons besoin de garder le commerce international et les ouvertures parce que c'est bon pour nous sur le plan économique et social, parce que nous ne saurions d'ailleurs tout réinternaliser, parce que cela conduit à des justes dépendances qui impose la coopération.

Mais la dépendance complète à l'égard de certaines puissances, qu'elles soient technologiques, qu'elles soient alimentaires ou industrielles, <u>crée des vulnérabilités</u> <u>qui ne permet plus les équilibres qui vont avec l'ordre du monde.</u> Ensuite, les

inégalités de ce nouvel ordre mondial sont devenues insoutenables. Nous avons sorti des centaines de millions de personnes de grande pauvreté dans certains pays.

Nous avons réduit pour partie des inégalités Nord-Sud, <u>mais nous avons creusé les inégalités au sein de nos pays. Et ce nouvel ordre rend insoutenable démocratiquement le cours des choses tel qu'il va.</u>

Puis, nous avons créé une mondialisation des consciences qui est aujourd'hui une mondialisation, en quelque sorte non plus du savoir qui était le sous-jacent d'Internet, mais qui est devenu une mondialisation de l'émotion et du ressentiment.

Sur chacune de ces crises, nous devons apporter une réponse. C'est cette stratégie dont l'Union européenne est en train de se doter, comme d'autres puissances. Il est impératif que nos règles internationales soient adaptées pour tenir compte de ces nouvelles réalités, nous doter des moyens d'une coopération internationale plus équilibrée, qui se fasse dans le respect de la souveraineté de chacun, au bénéfice de tous.

A cet égard, la lutte contre les inégalités devra être très clairement au cœur de cette mondialisation repensée. La France a porté des initiatives qui ont permis des résultats sur l'entrepreneuriat féminin, sur le Partenariat mondial pour l'éducation, sur la santé pour tous, pour lutter contre toutes les inégalités de destin, mais il faudra aller plus loin.

En quelque sorte, vous le voyez bien, ce monde dans lequel nous avons vécu reposait sur un consensus académique devenu un consensus politique et de marché, ce qu'on a souvent appelé le consensus de Washington. Il a vécu. Nous devons reposer ensemble les bases d'une mondialisation plus juste, plus équilibrée, plus équitable, plus durable.

Nous devons penser les termes d'une mondialisation qui accepte de revenir et de repenser les termes d'une juste souveraineté et du juste échange qui intègre en son sein, au cœur de son modèle, la lutte contre les inégalités sous toutes leurs formes, qu'elles soient de genre, de conditions ou économiques, la lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité, et qui permette de manière durable d'intégrer les conditions d'un nouvel équilibre du monde.

Ce discours a plus de quatre ans. Aucune suite ne lui a été donnée par la France et/ou par l'UE.